

COMMUNE DE CHATEAU-ARNOUX-SAINT-AUBAN

DÉPARTEMENT  
des ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

CHÂTEAU-ARNOUX  
SAINT-AUBAN



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

---

## Situation financière de la Commune

Service des finances

07/04/2026

## Sommaire

**Page :**

Introduction :.....	2
Les résultats et le fonds de roulement : .....	4
Les dépenses de fonctionnement : .....	5
Les dépenses d'investissement : .....	7
Les recettes d'investissement : .....	8
La capacité d'autofinancement : .....	9
La dette : .....	9
Les charges de personnel : .....	10
La fiscalité – Produits, pression fiscale et taux : .....	11
Les tendances budgétaires – la prospective budgétaire : .....	12

## **INTRODUCTION**

### **Références Légales :**

l'article L. 5217-10-4 du Code Général des Collectivités Territoriale en application de l'article 2312-1 du CGCT, stipule « *dans les communes de 3500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à débat au Conseil Municipal..... Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.....* »

## **LA LOI DE FINANCES POUR 2026**

Devant l'impossibilité de voter du budget avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, le gouvernement a adopté le 26 décembre 2025, une loi spéciale des finances visant à assurer la continuité de la vie nationale et le fonctionnement régulier des services publics 2025, dans l'attente d'une loi de finances. C'est la 2<sup>ème</sup> année consécutive qu'aucune loi de finances n'est pas votée à la date « butoir » du 31 décembre N-1.

La loi de finances pour 2026 a été promulguée 19 février 2026.

### **Situation Fin 2025 :**

- Un solde public de -5.3 % à -5.4 % du PIB, loin au-delà des -3 % fixé et des engagements pris auprès de Bruxelles à l'horizon 2029. Une trajectoire qui sous-entend un retour à l'équilibre (0.0%) des collectivités mais un retard de 0.4 points a d'ores et déjà été pris en 2025
- Une dette publique fin 2025 avoisinant 116% du PIB dont 9.3 points relèvent des collectivités,
- Dette des administrations locales maîtrisée, en lien avec la fin d'un cycle électoral d'où des mesures mises en place en vue du redressement des finances publiques (DILICO, gel tva.....)
- Epargne brute de l'Etat fortement négative : - 118 Mds d'euros
- Taux d'emprunt français désormais parmi les plus élevés de la zone euro : 3.31 %
- Les collectivités restent l'un des premiers postes de dépenses de l'état

La bonne santé financière des collectivités hors département incite l'état à ponctionner pour 2 Mds d'euros sur les recettes locales. Cette charge pour les collectivités s'ajoute à la forte hausse des cotisations des employeurs territoriaux.

## **LES MESURES RELATIVES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Les ponctions sur les budgets locaux prévues dans la loi de finances comprennent des mesures qui affecteront négativement les collectivités à plusieurs titres :

- Le Dispositif de Lissage Conjoncturel (DILICO), nouveau mécanisme de prélèvement particulièrement complexe instauré en 2025, exempté en 2026, les communes de tout prélèvement qui repose désormais sur les EPCI à fiscalité propre, les départements et les régions. Au vu des critères de prélèvement, Provence Alpes Agglomération ne sera pas concerné par ce prélèvement.
- En LFI 2026, l'enveloppe de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est bien stabilisée mais pas les autres concours, ponctionnés d'1.4 Mds € (DCRTP, DSIL, compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives des locaux industriels,...).
- Stabilité de l'enveloppe Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) à 27.46 Mds d'euros. Les 300 millions d'euros affectés à la dotation de solidarité urbaine (DSU : M€) et la dotation de solidarité rurale (DSR : 150 M€) et la hausse issue de l'augmentation de la population (40 M€) seront totalement financés à l'intérieur de l'enveloppe dédiée à la DGF via l'écêtement de la dotation forfaitaire et la ponction sur la DCRTP.
- La baisse de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) impacte le bloc communal qui est mis fortement à contribution (suppression de la DCRTP pour la commune et baisse conséquente pour P2A : -3.52 %). L'écêtement de cette variable d'ajustement finance la DGF (comme indiqué ci-dessus) et l'augmentation de la dotation d'intercommunalité à hauteur de 90 M€ tous les ans soit 426 M€. Le montant de la ponction sur cette variable est établi à 586 M€ au profit de l'état.

- En 2021, afin de relancer l'économie industrielle, l'état a réduit de 50 % les valeurs locatives des locaux industriels. Cette perte de ressources pour les collectivités a fait l'objet de la mise en place de « la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives des locaux industriels ». La charge dynamique des valeurs locatives des 4 dernières années a représenté un surcoût de 1 Mds d'€ pour l'état. De fait, une réduction de 19.3 % de cette compensation est instauré dans la LFI et va pénaliser lourdement les territoires industriels tel que la commune de Château-Arnoux-Saint-Auban. Gain attendu sur 2026 : 700 M€.
- Les restrictions amorcées en LFI 2025 et intensifiées en LFI 2026 ciblent de facto les territoires industriels car l'état se sert sur les dotations à sa disposition.
- Après une baisse de 150 M€ en 2025, L'enveloppe allouée à la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) baisse de 200 M€ soit une dotation ramenée à 220 M€ pour 420 M€ en 2026. Cette baisse est argumentée par la fin de la trajectoire d'un cycle électoral en termes d'investissements.
- L'enveloppe du fonds vert est réduite à 850 millions d'euros
- La réforme sur les indicateurs financiers (potentiel fiscal et effort fiscal) mise en vigueur en 2021 et lissée sur 2023 à 2028, entraine un effet favorable pour P2A et par répercussion pour la commune au niveau du Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal.
- Pour mémoire : le Décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 a fixé le taux de la cotisation d'assurance vieillesse applicable aux rémunérations versées aux fonctionnaires territoriaux et hospitaliers à 37,65 % en 2026 et progresse ainsi de 3% en 2026 comme cela a déjà été le cas en 2025. Cette augmentation sera reconduite en 2027 et 2028 soit une progression de 12 % sur 4 années.
- Sur le plan fiscal, la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives suit la formule de droit commun fondée sur l'inflation, ce qui représente une augmentation des taxes foncières de 0.8 %.

La situation financière de la Commune – L'exécution budgétaire et les indicateurs financiers :

### Les résultats et le fonds de roulement :

Vue d'ensemble budgétaire						
Résultats et soldes de l'exercice	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025
Recettes de fonctionnement de l'exercice	8 877 836,54 €	8 175 803,99 €	8 320 896,49 €	8 565 230,93 €	8 306 630,91 €	8 515 645,24 €
Dépenses de fonctionnement de l'exercice	8 688 205,55 €	8 225 256,92 €	8 359 845,52 €	8 321 689,07 €	8 061 117,99 €	8 271 560,40 €
<b>Résultat de fonctionnement de l'exercice</b>	<b>189 630,99 €</b>	<b>-49 452,93 €</b>	<b>-38 949,03 €</b>	<b>243 541,86 €</b>	<b>245 512,92 €</b>	<b>244 084,84 €</b>
Résultat de fonctionnement global antérieur	814 812,73 €	1 004 443,72 €	954 990,79 €	916 041,76 €	859 583,62 €	805 096,54 €
<b>Résultat global de fonctionnement</b>	<b>1 004 443,72 €</b>	<b>954 990,79 €</b>	<b>916 041,76 €</b>	<b>1 159 583,62 €</b>	<b>1 105 096,54 €</b>	<b>1 049 181,38 €</b>
Recettes d'investissement de l'exercice	2 097 894,66 €	1 036 906,36 €	3 104 178,31 €	2 255 910,61 €	2 144 937,15 €	2 083 041,89 €
Dépenses d'investissement de l'exercice	1 503 463,26 €	1 477 386,03 €	2 866 854,93 €	2 957 786,61 €	3 071 002,72 €	1 192 239,16 €
<b>Solde d'investissement de l'exercice</b>	<b>594 431,40 €</b>	<b>-440 479,67 €</b>	<b>237 323,38 €</b>	<b>-701 876,00 €</b>	<b>-926 065,57 €</b>	<b>890 802,73 €</b>
Solde d'investissement global antérieur	1 239 299,09 €	1 833 730,49 €	1 393 250,82 €	1 630 574,20 €	928 698,20 €	2 632,63 €
<b>Solde global d'investissement</b>	<b>1 833 730,49 €</b>	<b>1 393 250,82 €</b>	<b>1 630 574,20 €</b>	<b>928 698,20 €</b>	<b>2 632,63 €</b>	<b>893 435,36 €</b>
<b>Résultat global de clôture</b>	<b>2 838 174,21 €</b>	<b>2 348 241,61 €</b>	<b>2 546 615,96 €</b>	<b>2 088 281,82 €</b>	<b>1 107 729,17 €</b>	<b>1 942 616,74 €</b>
Fonds de Roulement (Résultat + Provisions)	3 362 174 €	2 834 242 €	2 944 616 €	2 498 558 €	1 530 583 €	2 378 048 €
FR en nombre de jours de dépenses totales	120	107	96	81	50	92
Fonds de Roulement en Euros par habitant	626,92 €	534,06 €	561,20 €	475,92 €	294,51 €	455,74 €
<b>Moyenne strate en Euros par habitant</b>	<b>347 €</b>	<b>388 €</b>	<b>418 €</b>	<b>411 €</b>	<b>374 €</b>	<b>NC</b>

#### Commentaires :

✓ **La section de Fonctionnement :**

Le résultat de l'année 2025 est excédentaire de **244 084.84 €**. Le **résultat global** après reprise du résultat cumulé antérieur de **805 096.54 €**, reste excédentaire de **1 049 181.38 €**.

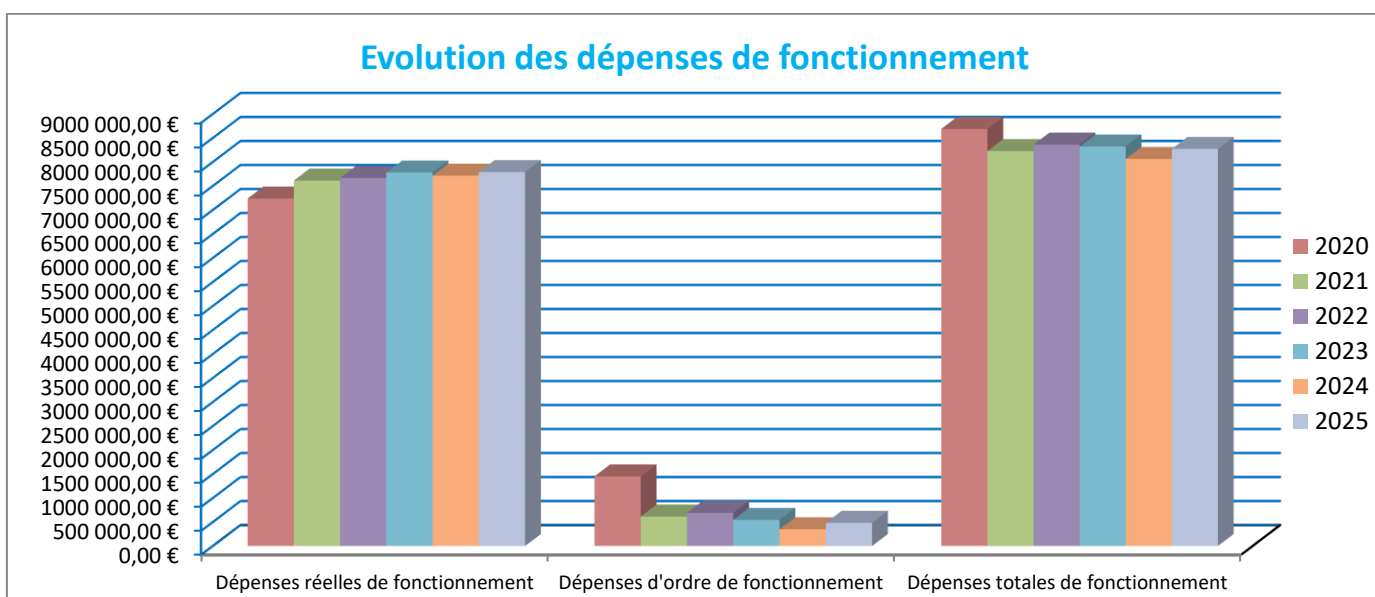
✓ **La section d'Investissement :**

Le résultat de l'année 2025 est excédentaire de **890 802.73 €**. Le solde global après reprise de l'excédent cumulé antérieur de **2 632.63 €** porte donc le résultat de clôture de l'exercice à **893 435.36 €** d'excédent.

**De fait, le fonds de roulement ainsi que le ratio par habitant est supérieur à celui de la moyenne de la strate (réf :2024).**

## Les dépenses de fonctionnement :

Chapitres et comptes	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025
011 - Charges à caractère général	1 618 452,73 €	1 714 597,56 €	1 763 810,12 €	1 876 474,46 €	2 031 898,83 €	1 956 142,90 €
012 - Charges de Personnel	3 721 201,94 €	3 968 243,58 €	4 068 886,05 €	3 915 012,12 €	4 036 803,28 €	4 037 191,11 €
65 - Autres charges gestion courante	1 232 440,61 €	1 316 203,95 €	1 379 589,50 €	1 501 280,12 €	1 522 344,38 €	1 690 794,21 €
014 - Atténuation de produits	39 793,00 €	46 068,00 €	33 368,00 €	17 304,00 €	9 625,00 €	0,00 €
66 - Charges Financières	80 075,85 €	68 305,11 €	58 629,34 €	106 865,41 €	101 111,87 €	93 235,85 €
67 - Charges exceptionnelles	33 349,93 €	31 978,95 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
68 - Dotations aux provisions	512 000,00 €	465 880,04 €	362 000,00 €	362 000,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>7 237 314,06 €</b>	<b>7 611 277,19 €</b>	<b>7 666 283,01 €</b>	<b>7 778 936,11 €</b>	<b>7 713 783,36 €</b>	<b>7 789 364,07 €</b>
6811 - Dotations aux amortissements	397 798,29 €	386 549,73 €	368 990,11 €	358 859,56 €	346 967,13 €	370 081,17 €
676 - Plus values des cessions	409 624,09 €	69 883,14 €	190 932,80 €	162 619,00 €		110 411,16 €
675 - Valeurs comptables immos cédées	643 469,11 €	157 546,86 €	133 639,60 €	21 274,40 €	367,50 €	1 704,00 €
<b>Dépenses d'ordre de fonctionnement</b>	<b>1 450 891,49 €</b>	<b>613 979,73 €</b>	<b>693 562,51 €</b>	<b>542 752,96 €</b>	<b>347 334,63 €</b>	<b>482 196,33 €</b>
<b>Dépenses totales de fonctionnement</b>	<b>8 688 205,55 €</b>	<b>8 225 256,92 €</b>	<b>8 359 845,52 €</b>	<b>8 321 689,07 €</b>	<b>8 061 117,99 €</b>	<b>8 271 560,40 €</b>



**011** – baisse des charges à caractère général due notamment :

- Baisse conséquente du coût concernant la facturation des consommations d'eau (régularisation sur factures antérieures au profit de la collectivité).
- Maintien du coût relatif à l'énergie (gaz et électricité). **A NOTER** : Baisse des consommations en Kwh (100 000) sur l'éclairage public mais sans retombée sur le coût final. Impact de l'augmentation du taux de TVA à 20 % au lieu de 5.5%.

**012** - Maîtrise des charges de personnel (voir page 8) :

**65** - Augmentation de la subvention de fonctionnement + remboursement dispositif cantine à 1 euro au profit du CCAS (neutralisé par une recette au chapitre 74 à hauteur de 83 824 €).

**014** – Atténuations de produits : (reversement de fiscalité au Fonds National de péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) : aucun prélèvement pour la collectivité

**66** – Légère baisse des charges financières (intérêt)

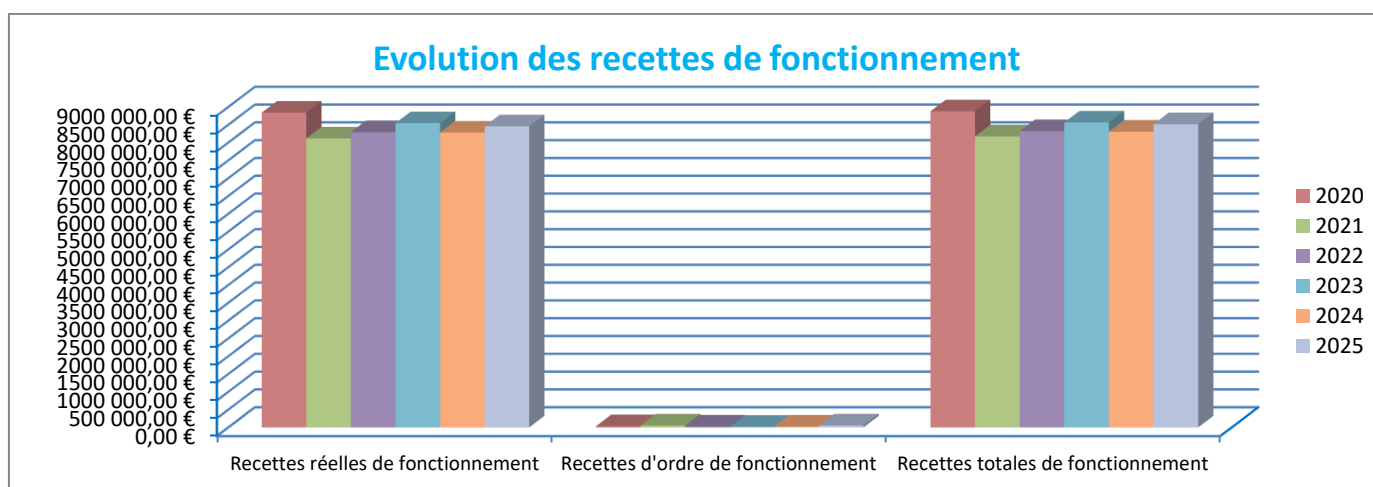
**68** – Les provisions constituées à ce jour s'élèvent à 350 000 €. Celles-ci n'ayant fait l'objet d'aucune écriture comptable en 2025 (montant inchangé). 12 000 € correspondant à la provision location-vente MFR.

**6811** – Hausse du montant des amortissements transféré en recettes de la section d'investissement

**675** - Ecritures d'ordre liées à la recette engendrée par la cession d'un terrain.

**Les recettes de fonctionnement :**

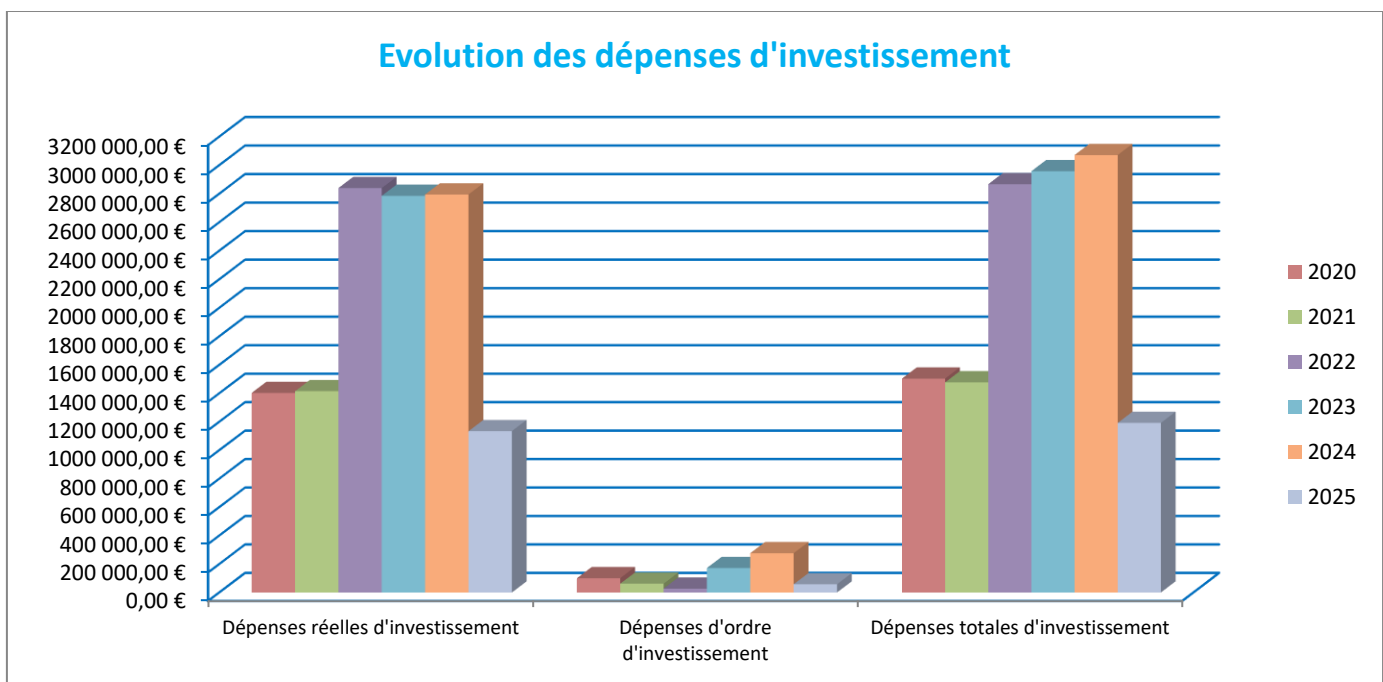
Chapitres et comptes	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	réalisé 2024	Réalisé 2025
70 - Produit services domaine ventes	43 894,88 €	32 823,33 €	113 359,56 €	112 332,06 €	100 695,20 €	185 961,41 €
73 - Impôts et taxes	6 106 326,57 €	5 740 428,17 €	5 797 832,64 €	6 104 641,70 €	6 347 052,33 €	6 302 815,83 €
74 - Dotations et participations	631 948,96 €	1 100 755,06 €	1 053 735,70 €	1 217 372,06 €	1 236 723,06 €	1 241 404,99 €
75 - Autres produits gestion courante	408 496,11 €	420 546,02 €	456 256,94 €	472 202,93 €	510 073,87 €	553 756,78 €
013 - Atténuations de charges	82 903,24 €	76 989,04 €	97 254,55 €	104 476,09 €	86 608,01 €	61 417,00 €
77 - Produits exceptionnels	1 067 243,35 €	245 771,43 €	324 572,40 €	183 893,40 €	367,50 €	112 108,92 €
78 - Reprises sur provisions	500 000,00 €	500 000,00 €	450 577,85 €	350 301,80 €	0,00 €	0,00 €
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>8 840 813,11 €</b>	<b>8 117 313,05 €</b>	<b>8 293 589,64 €</b>	<b>8 545 220,04 €</b>	<b>8 281 519,97 €</b>	<b>8 457 464,93 €</b>
722 - Immobilisations corporelles (Tx régie)	32 772,88 €	55 812,39 €	24 628,30 €	16 421,58 €	9 733,60 €	20 534,25 €
77681 - neutralisation amortissement					11 788,00 €	31 492,00 €
777 - Subventions d'invest transférées	4 250,55 €	2 678,55 €	2 678,55 €	3 589,31 €	3 589,34 €	6 154,06 €
<b>Recettes d'ordre de fonctionnement</b>	<b>37 023,43 €</b>	<b>58 490,94 €</b>	<b>27 306,85 €</b>	<b>20 010,89 €</b>	<b>25 110,94 €</b>	<b>58 180,31 €</b>
<b>Recettes totales de fonctionnement</b>	<b>8 877 836,54 €</b>	<b>8 175 803,99 €</b>	<b>8 320 896,49 €</b>	<b>8 565 230,93 €</b>	<b>8 306 630,91 €</b>	<b>8 515 645,24 €</b>



- 70** - Augmentation des produits des services (transfert article comptable du chapitre 74 au chapitre 70 : participation service ADS des communes adhérentes)
- 73** - augmentation du produit engendrée par la fiscalité (voir page 9) :
  - ↗ des bases locatives de 1.7 %
  - Reversement de la taxe additionnelle des droits de mutation à hauteur de 211 156 €.
- 74** - Augmentation des dotations et participations. La DGF s'accroît de 13 300 € :
  - ↗ de la DSR de 51 274 €
  - ↘ de la dotation forfaitaire de 37 974 €
  - Modification des Attributions de Compensation (retour de la ferme de Font-Robert et des Salettes + revalorisation de la compétence GEPU).
  - Remboursement dispositif cantine 1 euro (neutralisation du chapitre 65 à hauteur de 83 824 €)
- 75** - Augmentation des autres produits de gestion courante (loyers) : Mise en location des logements réhabilités. Remboursement sinistres subis
- 013** - baisse des atténuations de charges de personnel ; remboursements salaires et charges sociales et décharges syndicales (voir page 8).
- 77** - Produits exceptionnels liés à la cession d'un terrain.
- 78** - Les provisions constituées au 31/12/2025 s'élèvent à 350 000 €. Celles-ci n'ayant fait l'objet d'aucune modification en 2025, aucune écriture comptable n'a été réalisée.
- 722** – Valorisation des travaux effectués en régie.
- 777**- Opérations d'ordre relatives aux amortissements des subventions d'équipements alimentées par la section d'investissement en dépenses.

## Les dépenses d'investissement :

Chapitres et comptes	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025
<b>Dépenses financières</b>	<b>397 476,03 €</b>	<b>425 223,97 €</b>	<b>379 209,55 €</b>	<b>353 347,36 €</b>	<b>332 766,62 €</b>	<b>331 145,75 €</b>
10 - Remboursement dotations	0 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		
13- Remb subventions perçues		28 508,11 €		10 888,92 €		
16 - Remboursement capital dette	397 476,03 €	396 715,86 €	379 209,55 €	342 458,44 €	332 766,62 €	331 145,75 €
<b>Dépenses d'équipement 20, 21, 23</b>	<b>1 005 429,62 €</b>	<b>989 943,62 €</b>	<b>2 460 338,53 €</b>	<b>2 432 156,10 €</b>	<b>2 461 866,91 €</b>	<b>802 913,10 €</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement</b>	<b>1 402 905,65 €</b>	<b>1 415 167,59 €</b>	<b>2 839 548,08 €</b>	<b>2 785 503,46 €</b>	<b>2 794 633,53 €</b>	<b>1 134 058,85 €</b>
139 - Subventions d'invest transférées	4 250,55 €	2 678,55 €	2 678,55 €	3 589,31 €	15 377,34 €	6 154,06 €
Opérations patrimoniales		3 727,50 €		152 272,26 €	251 258,25 €	31 492,00 €
Autres dépenses d'ordre	96 307,06 €	55 812,39 €	24 628,30 €	16 421,58 €	9 733,60 €	20 534,25 €
<b>Dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>100 557,61 €</b>	<b>62 218,44 €</b>	<b>27 306,85 €</b>	<b>172 283,15 €</b>	<b>276 369,19 €</b>	<b>58 180,31 €</b>
<b>Dépenses totales d'investissement</b>	<b>1 503 463,26 €</b>	<b>1 477 386,03 €</b>	<b>2 866 854,93 €</b>	<b>2 957 786,61 €</b>	<b>3 071 002,72 €</b>	<b>1 192 239,16 €</b>



Commentaires:

**16** – Maintien du remboursement du capital de la dette

**17 20-21-23** – Montant des dépenses d'équipement réalisées : 802 913.10 €

**Travaux prévus en 2025 dont les inscriptions budgétaires ont fait l'objet de report sur 2026 : 1 530 530 € :**

- Participation OPAH-RU
- Restauration du Chalet Prouvé/Jeanneret
- Création de la cantine Manceau
- Réhabilitation des Halles de Saint-Auban
- Maison de Santé Pluriprofessionnelle
- Installation de la vidéoprotection

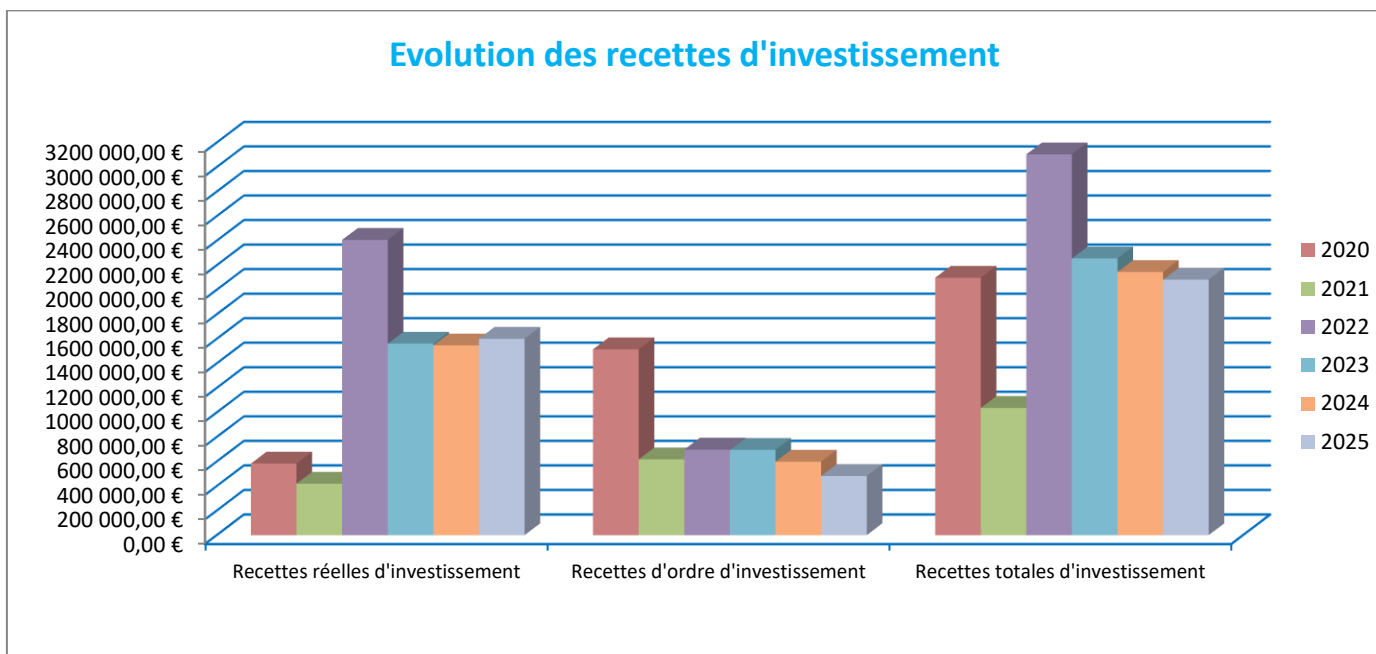
**139** - Opérations d'ordre relatives aux amortissements des subventions d'équipements,

**Opérations Patrimoniales** : neutralisation des amortissements

**Autres dépenses d'ordre** : Valorisation des travaux effectués en régie.

## Les recettes d'investissement :

Chapitres et comptes	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025
<b>Recettes financières</b>	<b>493 365,13 €</b>	<b>183 298,69 €</b>	<b>270 324,70 €</b>	<b>415 815,56 €</b>	<b>466 134,80 €</b>	<b>365 435,33 €</b>
10 - Dotations et fonds divers	493 365,13 €	183 298,69 €	270 324,70 €	415 815,56 €	466 134,80 €	365 435,33 €
<b>Recettes d'équipement</b>	<b>90 103,86 €</b>	<b>235 900,44 €</b>	<b>2 136 307,10 €</b>	<b>1 145 069,83 €</b>	<b>780 209,47 €</b>	<b>935 409,93 €</b>
13 - Subventions	72 936,25 €	208 592,04 €	605 559,88 €	1 015 107,16 €	715 718,53 €	382 315,93 €
16 - Emprunts	12 680,00 €	14 220,00 €	1 512 772,00 €	128 262,67 €	63 026,94 €	553 094,00 €
20422 - Subv équipement personnes droit privé					0,00 €	- €
21 - Immobilisations corporelles	4 487,61 €	13 088,40 €	17 975,22 €	1 700,00 €	1 464,00 €	
<b>1068 Excédent fonctionnement capitalisé</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>			300 000,00 €	300 000,00 €
<b>Recettes réelles d'investissement</b>	<b>583 468,99 €</b>	<b>419 199,13 €</b>	<b>2 406 631,80 €</b>	<b>1 560 885,39 €</b>	<b>1 546 344,27 €</b>	<b>1 600 845,26 €</b>
28 - Amortissement des immobilisations	397 798,29 €	386 549,73 €	368 990,11 €	358 859,56 €	346 967,13 €	370 081,17 €
192 - Plus values de cessions	1 053 093,20 €	69 883,14 €	324 572,40 €	183 893,40 €	367,50 €	112 115,46 €
024- cession de biens		157 546,86 €		0,00 €		
Autres recettes d'ordre	63 534,18 €	3 727,50 €	3 984,00 €	152 272,26 €	251 258,25 €	
<b>Recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>1 514 425,67 €</b>	<b>617 707,23 €</b>	<b>697 546,51 €</b>	<b>695 025,22 €</b>	<b>598 592,88 €</b>	<b>482 196,63 €</b>
<b>Recettes totales d'investissement</b>	<b>2 097 894,66 €</b>	<b>1 036 906,36 €</b>	<b>3 104 178,31 €</b>	<b>2 255 910,61 €</b>	<b>2 144 937,15 €</b>	<b>2 083 041,89 €</b>



### Commentaires :

#### **10** - Dotations et fonds divers :

- Remboursement de la TVA afférente aux dépenses d'équipement à hauteur de 343 308 €
- Taxe d'aménagement à hauteur de 22 126 €

**13** – Montant des subventions perçues sur différents dossiers (réhabilitation complexe Henri Wallon, réhabilitation logements communaux, ....)

**A NOTER** : un report sur 2026 de subventions à hauteur de **612 300 €**.

**16** : Contractualisation prêt 500 000 € + solde du prêt accordé à 0% par la CAF pour le programme réhabilitation du complexe Henri Wallon + provision annuelle de 12 000 € afin de couvrir le risque lié au contrat location-vente passé avec MFR.

**1068** – Excédent de fonctionnement affecté à la section d'investissement

**28** – Augmentation des amortissements transférés de la section de fonctionnement

**192** : Opérations d'ordre liées à la cession de terrains.

## La capacité d'autofinancement :

Epargne budgétaire	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Epargne de gestion	771 417 €	1 695 575 €	540 221 €	597 358 €	884 848 €	680 848 €	773 337 €
Epargne brute	694 681 €	1 615 499 €	471 916 €	538 729 €	777 982 €	579 737 €	680 101 €
Epargne nette	397 408 €	1 218 023 €	75 200 €	159 519 €	435 524 €	246 970 €	348 955 €
Capacité d'Autofinancement	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Capacité d'Autofinancement (CAF)	506 763 €	595 179 €	300 298 €	238 784 €	610 510 €	589 103 €	588 526 €
Capacité d'Autofinancement nette	209 490 €	198 489 €	-96 418 €	-140 426 €	268 052 €	256 336 €	257 380 €
CAF Euros par habitant	94 €	111 €	57 €	46 €	116 €	113 €	113 €
CAF en % des produits	6,37%	6,80%	3,73%	2,92%	7,23%	7,18%	6,96%
CAF nette Euros par habitant	39 €	37 €	-18 €	-27 €	51 €	49 €	49 €
CAF nette en % des produits	2,63%	2,27%	-1,20%	-1,71%	3,17%	3,12%	3,04%

CAF - Moyenne de la Strate	2019	2020	2021	2022	2023	2024
CAF nette Euros par habitant	115 €	113 €	128 €	122 €	129 €	130 €
CAF nette en % des produits	10,04%	8,27%	10,97%	10,08%	10,11%	9,89%

### Rappel :

La capacité d'autofinancement dégagée sur la section de fonctionnement permet :

- Prioritairement de financer le remboursement du capital des emprunts
- D'autre part, de financer une partie des dépenses d'investissement non couvertes par les subventions à recevoir et les emprunts.

Aussi un excédent de fonctionnement doit-il toujours être dégagé afin de permettre de maintenir et de développer les équipements municipaux, répercutés en section d'investissement.

### Commentaires :

**Au vu des résultats comptables de l'année 2025, la capacité d'autofinancement s'élève à 588 526 € avant remboursement du capital des emprunts d'un montant de 331 145 €.**

**La commune a retrouvé une capacité d'autofinancement mais encore insuffisante pour financer les nouveaux investissements.**

## La dette :

Encours de dette	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours de dette	3 789 169,47 €	3 392 453,61 €	4 513 244,06 €	4 170 785,62 €	3 838 019,00 €	4 006 373,25 €
Capacité de désendettement (En années)	6,37	11,30	18,90	6,83	6,52	6,81
Encours de dette en Euros par habitant	706,54 €	639,24 €	860,16 €	794,44 €	738,51 €	767,80 €
Annuité de la dette	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Remboursement capital	396 690,3 €	396 715,9 €	379 209,6 €	342 458,4 €	332 766,6 €	331 145,8 €
Charges financières	80 075,9 €	68 305,1 €	58 629,3 €	106 865,4 €	101 111,9 €	93 235,9 €
<b>Annuité de la dette</b>	<b>476 766,1 €</b>	<b>465 021,0 €</b>	<b>437 838,9 €</b>	<b>449 323,9 €</b>	<b>433 878,5 €</b>	<b>424 381,6 €</b>

Commentaires:

- ✓ La capacité de désendettement reste stable.
- ✓ Une dette par habitant (767 €) qui se situe au-dessus de la dette moyenne par habitant qui est de 741 €.

**LES RATIOS D'ÉPARGNE ET D'ENDETTEMENT**

RATIOS	REPERES	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux d'épargne brute (EB) = (RRF – DRF) / RRF</li> </ul>	<p><b>EB &gt; 15%</b>  <b>7% &lt; EB &gt;</b>  <b>EB &lt; 7%</b></p>	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block;">6.96 %</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block; margin-top: 5px;">RRF (recettes réelles de fonctionnement) DRF (dépenses réelles de fonctionnement)</div>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité de désendettement (CD) = Encours de dette / Epargne brute</li> </ul>	<p><b>CD &lt; 10 ans</b>  <b>15 ans</b>  <b>CD &gt; 15 ans</b></p>	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block;">6..81 années</div>

)

**Conclusion :** Le ratio de désendettement est un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne brute et la dette. Ce ratio se situe en seuil favorable en termes du nombre d'années de désendettement.

**Les charges de personnel :**

Décomposition des charges de personnel	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Réalisé 2025
Charges brutes de personnel (012)	3 721 201,94 €	3 968 243,58 €	4 068 886,05 €	3 915 012,12 €	4 036 803,28 €	4 037 191,11 €
Produit des mises à disposition (70843, 70785)	26 177,59 €	0,00 €	3 800,97 €	10 493,19 €	16 054,97 €	88 108,86 €
Produit remboursements traitements (013)	82 903,24 €	76 989,04 €	97 254,55 €	104 476,09 €	86 608,01 €	61 417,00 €
Produit des participations (74712, 74718)	110 932,96 €	169 537,06 €	95 267,39 €	220 824,14 €	182 498,35 €	101 107,70 €
<b>Charges nettes de Personnel</b>	<b>3 501 188,15 €</b>	<b>3 721 717,48 €</b>	<b>3 872 563,14 €</b>	<b>3 579 218,70 €</b>	<b>3 751 641,95 €</b>	<b>3 786 557,55 €</b>

Ratios charges de personnel	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Charges de personnel en % des charges	40,88%	45,93%	47,06%	43,65%	47,10%	46,12%
Charges de personnel en % des produits	39,99%	46,22%	47,28%	42,39%	45,69%	44,79%

Commentaires:

Charges nettes de personnel en augmentation, selon le détail suivant :

- ✓ Augmentation des charges de personnel qui prend en compte l'évolution du GVT
- ✓ Augmentation des cotisations CNRACL (+3 points à compter du 01/01/25 soit 40 000 €)
- ✓ Augmentation prime assurance statutaire (35 000 €)
- ✓ Plusieurs recrutements liés à des départs à la retraite, départ de la collectivité, mutation, maladie et décès soit 3 aux services techniques, deux dans les écoles, un à la logistique, un à l'ADS et un au service entretien bâtiment.
- ✓ Un recrutement lié à la reprise de la ferme de font robert mais compensé par les attributions de compensation
- ✓ Plusieurs départs de la collectivité (8). Certains ont générés des crédits supplémentaires du fait des non remplacements ou des remplacements reportés ainsi que des charges salariales moins élevées.
- ✓ Rémunération à demi traitement d'agent en congés de maladie
- ✓ Baisse du produit des remboursements : à compter de juillet 2025 cessation du remboursement au titre des décharges syndicales
- ✓ La structure des effectifs au 31/12/2025 est composée de 82 agents titulaires

Par ailleurs, à strate identique, afin de comparer les ratios des charges de personnel il faudrait majorer ce taux en prenant en compte les charges de personnel « enfance jeunesse » rattachées au CCAS (couvert actuellement par la subvention versée par la commune).

### La fiscalité – Produits, pression fiscale et taux :

Impôts ménages	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Cotisations Taxe Foncier Bâti (FB)	2 194 377 €	3 382 467 €	3 495 405 €	3 852 449 €	3 992 867 €	4 082 092 €
Cotisations Taxe Foncier Non Bâti (FNB)	18 329 €	19 173 €	19 707 €	21 507 €	21 922 €	20 551 €
Cotisations Taxe d'Habitation (THRS)	646 052 €			63 919 €	55 585 €	39 389 €
Compensation Taxe d'habitation (TH)		44 424 €	44 006 €			
<b>Cotisations totales FB FNB TH</b>	<b>2 858 758 €</b>	<b>3 446 064 €</b>	<b>3 559 118 €</b>	<b>3 937 875 €</b>	<b>4 070 374 €</b>	<b>4 142 032 €</b>
coefficient correcteur		1 026 541 €	1 060 734 €	1 112 445 €	1 151 731 €	1 181 936 €
<b>cotisations perçues avant compensation</b>	<b>2 863 034 €</b>	<b>2 419 523 €</b>	<b>2 498 384 €</b>	<b>2 825 430 €</b>	<b>2 918 643 €</b>	<b>2 960 096 €</b>
compensation perte ressources TF		569 926 €	589 673 €	589 217 €	605 943 €	636 312 €
<b>cotisations totales</b>	<b>2 958 828 €</b>	<b>2 989 449 €</b>	<b>3 088 057 €</b>	<b>3 414 647 €</b>	<b>3 524 586 €</b>	<b>3 596 408 €</b>

La revalorisation des bases d'imposition : 1.7 % ce qui a engendré une recette fiscale d'environ 40 000 €  
 Maintien du taux de la taxe foncière bâti au taux de 48.88 %

Foncier bâti	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Base Foncier Bâti Arkéma	1 641 288 €	863 358 €	885 360 €	849 139 €	845 319 €	871 383 €
Cotisation Foncier Bâti Arkéma commune	430 619 €	405 963 €	451 081 €	415 495 €	413 593 €	425 941 €
Cotisation Foncier Bâti Arkéma département	342 109 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Rappel : l'article 29 de la loi des finances 2021 a entraîné la division par deux de la valeur locative des bâtiments industriels et a donc diminué la taxe foncière sur les propriétés bâties (TF) et la cotisation foncière des entreprises (CFE). Cette perte de recette fait l'objet d'allocations compensatrices pour la commune sur la partie relative à la taxe foncière bâtie.

L'Incidence de ces réformes sur l'entreprise ARKEMA se traduit par une réduction des taxes toutes confondues à une baisse de leur cotisation qui passe de 772 728 € en 2020 à 425 941 € en 2025. Cette baisse n'a aucune incidence sur les recettes de la commune, comme indiquée ci-dessus.

Indicateurs fiscaux	2020	2021	2022	2023	2024
Potentiel fiscal 3 taxes (effort fiscal)	3 752 458 €				
Potentiel fiscal 4 taxes (effort fiscal)	7 351 859 €	7 341 198 €	7 431 148 €	7 716 991 €	7 720 109 €
Potentiel fiscal par habitant	1 385,31 €	1 391,69 €	1 415,46 €	1 463 €	1 453 €
Potentiel fiscal par habitant de la strate	959,21 €	954,54 €	1 004,35 €	1 076 €	NC
Effort fiscal de la Commune	1,183135	1,207518	1,207607	1,243618	1,257364
<b>Effort fiscal moyen de la strate</b>	<b>1,164841</b>	<b>1,186941</b>	<b>1,181642</b>	<b>1,158103</b>	<b>NC</b>

#### Le Potentiel Fiscal :

Le potentiel fiscal est un indicateur de richesse qui permet d'apprécier les ressources fiscales. Cet indicateur a un impact sur le calcul de la dotation forfaitaire qui fait l'objet d'un écrêtement calculé en fonction de la population et du potentiel fiscal, ce qui est le cas de la collectivité.

## Perspectives : Un cap de rigueur et de maintien du service public

Dans un contexte macro-économique et budgétaire national qui demeure contraint, la stratégie financière de notre collectivité s'inscrit dans la continuité d'une gestion à la fois volontaire et rigoureuse.

Notre préoccupation centrale pour cet exercice est claire : dégager une épargne **nette positive en maîtrisant la fiscalité locale**. C'est cette épargne qui nous permettra, d'une part, de préserver la qualité des services rendus à notre population et, d'autre part, de conserver notre capacité à financer nos futurs investissements. Les évolutions budgétaires qui se profilent nous obligent à un pilotage global rigoureux pour assurer le bon fonctionnement de notre collectivité.

### 1. Orientations de la Section de Fonctionnement

Pour l'année à venir, nos dépenses et recettes de fonctionnement s'articuleront autour des principes suivants :

- **Fiscalité locale protégée** : Nous faisons le choix de **maintenir les taux de notre fiscalité locale**, afin de ne pas alourdir la charge des contribuables. La seule évolution proviendra des bases de l'État : le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2026 fixe en effet la revalorisation annuelle des bases des valeurs locatives à 0,8 %.
- **Solidarité et lien social garantis** : Les charges à caractère général traduiront notre engagement envers la cohésion de notre territoire. Nous maintiendrons notre **soutien actif à la vie associative locale**. De même, la subvention allouée au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) sera préservée à un niveau équivalent à celui des années précédentes.
- **Maîtrise de la masse salariale malgré les contraintes exogènes** : Les dépenses de personnel subiront mécaniquement l'impact de décisions nationales, avec notamment la hausse des cotisations CNRACL (+ 3 points) et l'évolution globale des charges patronales, qui représentent un coût supplémentaire inévitable pour notre collectivité. Face à cela, nous absorberons ces surcoûts en garantissant une stricte stabilité de nos effectifs.

### 2. Orientations de la Section d'Investissement

L'exercice 2026 s'inscrira résolument comme un **budget d'année de transition**. Concrètement, cela signifie que notre collectivité fera preuve de prudence et de pragmatisme dans ses dépenses d'équipement.

Nos perspectives en matière d'investissement se concentreront ainsi exclusivement sur deux priorités opérationnelles :

- **La finalisation des réalisations d'ores et déjà engagées**, afin de mener à bien les projets attendus par nos concitoyens sans disperser nos ressources financières.
- **La réalisation des travaux urgents** sur les biens communaux, dans une logique d'entretien, de sécurisation et de préservation de notre patrimoine.

**En conclusion**, le budget 2026 sera un budget de responsabilité. Il assumera les contraintes imposées par le contexte national tout en protégeant les solidarités locales, sans augmenter la pression fiscale, et en préparant sereinement les cycles d'investissement futurs par l'achèvement des projets en cours.